

Envoyé par le mail de BDS France le 18 juillet.

Chers membres du conseil d'administration d'Unifrance,

Nous apprécions beaucoup votre mission qui consiste à collecter des dons destinés à financer la promotion de la création cinématographique et audiovisuelle à l'international.

Vous avez pour cela plusieurs partenaires.

Nous remarquons qu'un de ceux-là est la banque française BNP Paribas. Un représentant de cette banque fait d'ailleurs partie de votre conseil d'administration. Ce partenariat pose un problème important.

Vous ne pouvez ignorer que BNP Paribas fait l'objet de la part d'importantes organisations françaises d'une campagne intitulée "Banque complice", en raison de son implication dans la colonisation et le régime d'oppression et d'apartheid israélien envers le peuple palestinien. Deux éléments pour preuve du sérieux de nos accusations :

- BNP Paribas a fait l'objet d'un rapport d'une coalition internationale « Don't Buy Into Occupation » (1) qui a révélé qu'entre janvier 2021 et septembre 2024 BNP Paribas a accordé 28,1 milliards de dollars de prêts et de souscriptions à des sociétés impliquées dans la colonisation illégale de la Palestine. En septembre 2024, BNP Paribas détenait 4,6 milliards de dollars en actions et obligations dans ces mêmes sociétés.
- Le 27 juin 2025 l'association Juristes pour le Respect du Droit International (JURDI), représentée par le cabinet Ancile Avocats, a assigné BNP Paribas devant le Tribunal Judiciaire de Paris pour non-respect de ses obligations légales au titre de son devoir de vigilance. Ils ont vérifié leurs informations avant de lancer la procédure.

Vous ne pouvez ignorer que la construction et l'expansion des colonies israéliennes constituent une violation majeure du droit international et que les colonies, condamnées comme crimes de guerre et à l'origine de nombreuses violations des droits humains, constituent un élément central du régime d'apartheid israélien.

Le 19 juillet 2024, la Cour internationale de Justice (CIJ) a indiqué dans un avis consultatif majeur (2) que les États ne doivent pas « *entretenir de relations*

*économiques ou commerciales avec Israël qui seraient de nature à renforcer la présence illicite de ce dernier dans le Territoire palestinien occupé »* et qu'ils doivent « *prendre des mesures pour empêcher les échanges commerciaux ou les investissements qui aident au maintien de la situation illicite créée par Israël dans le Territoire palestinien occupé* ». Cet avis formulé par la plus haute autorité judiciaire de l'ONU devrait amener BNP Paribas à cesser toute activité économique en lien avec la colonisation.

Selon le rapport PAX/Profundo publié en juin 2024, BNP Paribas est également le principal créancier européen des 6 plus importantes entreprises d'armement qui fournissent l'armée israélienne. La BNP a accordé 5,7 milliards d'euros de prêts et de souscriptions à ces sociétés d'armement entre janvier 2021 et août 2023.

Alors que BNP Paribas communique régulièrement sur les droits humains et promeut les « investissements éthiques », en mars 2024, alors que le nombre de victimes à Gaza s'élevait déjà à plus de 30 000, cette banque s'est engagée à hauteur de 2 milliards de dollars dans la première levée de fonds réussie par l'État d'Israël depuis octobre 2023, destinée à combler « un déficit croissant lié à la guerre ». En acceptant de soutenir les finances d'un État que la CIJ reconnaît comme coupable d'un plausible génocide, BNP Paribas devient directement complice des crimes de cet État.

Permettez-nous de vous suggérer quelques pistes :

- ☐ Vous pourriez interroger BNP Paribas sur l'opportunité de ses agissements en Israël, et en particulier ses importantes créances à des entreprises d'armement qui sont les vectrices d'un massacre insupportable.
- ☐ Vous pourriez lui demander d'agir en adéquation avec ses propres principes en matière de droits humains, lui suggérer de se mettre en conformité avec son devoir de vigilance et ses propres engagements en ce qui concerne toutes ses relations financières.
- ☐ Iriez-vous jusqu'à conditionner votre partenariat avec BNP Paribas au désinvestissement de toutes ses relations financières avec un Etat, accusé devant la CIJ de génocide, et dont le Premier ministre et l'ancien ministre de la Défense font l'objet d'une demande de mandat d'arrêt du procureur de la Cour Pénale Internationale ?

L'efficacité de ce levier utilisé par nombre de grandes organisations de la culture ou de la solidarité n'est plus à démontrer, et nous espérons que vous saisissez cette opportunité d'interpeller BNP Paribas sur son implication dans des crimes de guerre. Nous sommes bien conscients que ce sujet est délicat, nous sommes à votre disposition pour en discuter avec vous si vous le souhaitez.

Veuillez agréer, chers amis, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Pour la campagne "Banque Complice" : AFPS (Association France Palestine Solidarité) – ATTAC – Campagne BDS France (boycott, désinvestissement, sanctions).